

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'OISE**
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE
DE RIBECOURT-DRESLINCOURT**
2026 - 159 NOMBRE DE MEMBRES

AFFÉRENT AU CONSEIL MUNICIPAL	EN EXERCICE	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION
27	27	27

Séance du 21 Septembre 2026

 Date de la convocation
14/09/2026

 L'an deux mille vingt-six, le **lundi 21 Septembre à 19h00**,
le Conseil Municipal de cette Commune convoqué
s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la **Mairie**
de **RIBECOURT-DRESLINCOURT** sous la présidence
de **Monsieur LÉTOFFÉ Jean-Guy**, Maire

 Date d'affichage
14/09/2026

Présents : M. **LÉTOFFÉ** Jean-Guy, Mme **BALITOUT** Hélène, M. **BELLOT** Patrice, Mme **PIENS** Antonella, Mme **HAINEZ** Carole, M. **COPPIN** Franck, Mme **CHARLET** Valérie, M. **CANTRAINE** Hervé, Mme **FRÉTÉ** Thérèse, M. **JULIEN** Jérémy, Mme **DOGIMONT** Laurette, M. **KLIBER** Antoine, M. **LEGER** Loïc, Mme **MARCHI** Charlène, M. **LAMOUREUX** Laurent, Mme **NISOLE** Sandra, M. **CARON** Joël, Mme **CAMARA** Laura, M. **CATRY** Bruno, Mme **BOULNOIS** Naguine, M. **DE ALMEIDA** Pierre, Mme **HALKO** Laurence, M. **CHMIELEWSKI** Thomas, Mme **GUEMBE** Florence.

Excusés : M. **CARRASCO** José, Mme **ABRANTES** Emilie, M. **LANCIEN** Yves.

Pouvoirs : M. **CARRASCO** José à Mme **CHARLET** Valérie, Mme **ABRANTES** Emilie à Mme **MARCHI** Charlène, M. **LANCIEN** Yves à M. **BELLOT** Patrice.

Secrétaire de séance : Madame **CHARLET** Valérie

URBANISME

**Aliénation sur le plan de mise en vente des logements appartenant à la SA de l'Oise
dans le cadre de la CUS couvrant la période 2027-2032**
RAPPORTEUR : M. Bruno CATRY

La SA de l'Oise sollicite l'avis du Conseil Municipal conformément aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitat pour la contractualisation de sa Convention d'Utilité Sociale (CUS) pour la période 2027 à 2032 avec l'état.

Définie pour 6 ans, la CUS décline la politique patrimoniale et d'investissement, comprenant notamment le Plan Stratégique Patrimonial, le plan de mise en vente, la politique de gestion sociale et la politique de qualité du service rendu aux locataires.

La SA de l'Oise doit déposer son projet de CUS auprès des services de l'état. Dans le cadre de la rédaction de cette convention, et tenant compte des évolutions réglementaires apportées notamment par la loi ELAN, la SA de l'Oise est amenée à notifier à la Commune d'implantation son plan de vente de patrimoine.

Conformément aux articles L443-7 et L445-1 du CCH, la SA de l'Oise demande au Conseil Municipal de se prononcer sur son projet de plan de vente pour la période 2027 à 2032.

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'alinéa 4 de l'article L445-1 ;

Vu le courrier de la SA de l'Oise en date du 10/07/2026 exposant son plan de vente pour la période 2027-2032 et notamment les logements suivants :

- 289, rue de Dreslincourt
- 138, rue Voltaire

Considérant l'élaboration d'une nouvelle CUS (Convention d'Utilité Sociale) pour la période 2027 à 2032 ;

Considérant que l'annexion du plan de mise en vente à la CUS vaut autorisation de vendre les logements ;

Considérant l'obligation des organismes d'habitations à loyer modéré de consulter pour avis la commune d'implantation lorsqu'ils prévoient d'aliéner des logements locatifs ;

Considérant que la Commune dispose d'un délai de 2 mois pour émettre son avis à compter du jour où le maire a reçu la consultation, à défaut, l'avis est réputé favorable ;

Vu l'avis du Bureau Municipal en date du 09/09/2026 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **par 27 voix à l'unanimité** ;

EMET un avis favorable à procéder à la Vente des logements inscrits au plan de vente pour la période 2027-2032 de la SA de l'Oise pour les logements suivants :

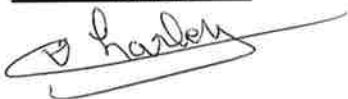
- 289, rue de Dreslincourt
- 138, rue Voltaire

CHARGE ET DELEGUE, Monsieur le Maire, ou son remplaçant, et le Directeur Général des Services, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

PRECISE que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de AMIENS, 14 rue Lemerchier – CS 81114 – 80011 Amiens Cedex 01, qui peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité rendant la présente décision opposable.

Le secrétaire de séance,

Valérie CHARLET



Le Maire,

Jean-Guy LÉTOFFÉ